

Psychiatrie

«Le GRAAP a permis le coming out des fous dans notre société»

Il y a vingt-cinq ans, Madeleine Pont fondait le Groupe romand d'accueil et d'action psychiatrique

Renaud Bournoud

Après un quart de siècle à défendre les intérêts des malades psychiques, Madeleine Pont livre son regard sur ce milieu qu'elle a contribué à faire évoluer.

A quoi ressemblait la psychiatrie vaudoise en 1987?

Les patients et leurs proches me racontaient tous la même histoire. Ils avaient de la peine à avoir une relation avec leur médecin. Que celui-ci tienne compte de leur avis. Concernant la médication, souvent forcée, il y avait des effets secondaires bien plus prononcés que maintenant et fréquemment niés par les praticiens. Et il y avait un besoin récurrent de lieux d'hébergement adaptés et de structures d'occupation.

Et vous, quel était votre rapport à la «folie»?

Au premier contact avec ces gens, j'ai réalisé que nous avions tous des points communs: les mêmes souffrances, mais aussi les mêmes rêves. Ce n'était qu'une question de quantité. Mes angoisses à moi ne m'empêchent pas de travailler et de m'occuper de ma famille.

Qu'a apporté le GRAAP en vingt-cinq ans?

Il y a eu la création de lieux publics pour les patients, comme le restaurant Le Grain de Sel. Puis, le GRAAP a permis de parler franchement des maladies psychiques. C'est un peu le coming out des fous dans notre société. A l'époque, aller chez le psychiatre revenait à parler de folie, suscitait le rejet instantané. Le GRAAP, en fournissant régulièrement des témoignages aux médias, a permis de forger une autre image de la maladie dans l'opinion publique. La notion de souffrance a pris de la dimension par rapport aux images de violence ou de débilité.

Comment avez-vous été reçue par les autorités et le monde de la psychiatrie?

Les pouvoirs publics ont été les premiers à nous soutenir et ils ne nous ont quasi jamais lâchés. La psychiatrie a eu plus de résistances. Ils craignaient que nous nous inspirions du mouvement Basaglia, qui a fait fermer des hôpitaux psychiatriques en Italie. Nous leur avons expliqué que nous ne faisons pas de l'antipsychiatrie. Nous ne voulions pas craindre de dire ce qui n'allait pas.

Et qu'est-ce qui n'allait pas?

Par exemple, l'attachement des patients au lit pour éviter qu'ils aient des comportements violents. Nous estimions qu'au XXI^e siècle c'était impensable que l'on doive recourir à la contention. Il y a d'autres moyens. Nous avons été entendus par les pouvoirs publics du temps de Claude Ruey et la loi sur la santé publique a été modifiée dans ce sens en 2003.

Quoi d'autre?

Très tôt nous nous sommes préoccupés du sort qui est réservé à la population carcérale qui souffre de maladies psychiques. A la suite de l'affaire Skander Vogt - qui était connu de notre association - nous avons eu une meilleure écoute. Maintenant, nous collaborons avec le Service pénitentiaire et le Département de la santé et de l'action sociale. Pour nous, Skander n'est pas mort pour rien. Il n'y a pas d'institution adéquate pour ces gens-là, parce qu'il en faudrait une pour chaque cas. Nous devons plutôt réfléchir en termes d'accompagnement.

Quels grands défis attendent encore le GRAAP?

Nous avons trouvé notre place au niveau social et de la santé publique. Mais je pense qu'il y a un gros travail à faire dans les milieux économiques. Si vous vous présentez à une place de travail et que vous sortez d'une hospitalisation à Cery, votre dossier finit sous la pile.

Votre sentiment au moment de tourner la page?

C'est partagé. Il y a la satisfaction de voir tout le chemin parcouru. Maintenant, le GRAAP est reconnu. Mais c'est aussi un soulagement. Le GRAAP est devenu un très gros bateau et je suis très contente de pouvoir larguer toutes ces responsabilités.



Madeleine Pont a contribué à faire changer les mentalités par rapport à la folie. VANESSA CARDOSO

«Elle ne théorise pas, elle fait»

Assistante sociale de formation, Madeleine Pont met un pied dans le monde de la psychiatrie «par hasard» au milieu des années 80. Alors en congé sabbatique pour s'occuper de ses enfants, elle donne un coup de main pour monter le bureau romand de la Fondation Pro Mente Sana. En 1987, elle crée le groupe d'entraide du GRAAP, à Lausanne. A l'époque, ce n'est qu'une dizaine de personnes souffrant de troubles psychiques qui se rencontrent une fois par semaine. Mais ce petit bout de femme tenace n'en reste pas là. A force de combats et de

médiatisation, elle réussit à imposer le GRAAP - désormais plus de mille membres - dans le paysage vaudois.

«J'ai rencontré Madeleine Pont à l'époque de la campagne «Les fous ne sont pas à lier», se rappelle Claude Ruey, ancien conseiller d'Etat en charge de la Santé. C'est une personnalité ferme, mais pas agressive, avec une position claire. Elle m'a largement convaincu et nous avons changé notre politique de santé en matière de contention des malades.» Son successeur à la Santé, Pierre-Yves Maillard, est dithyrambique. Il l'a

d'ailleurs présentée au Mérite cantonal l'an dernier. «C'est la personnalité la plus remarquable dans le domaine. J'ai beaucoup apprécié son côté pratique. Elle ne théorise pas, elle fait.»

Madeleine Pont a quitté la présidence du GRAAP au début du mois, mais elle garde un pied dans l'institution, au conseil de fondation. Une charge moins lourde qui lui permettra de s'occuper du coq et du leonberg (ndlr: une race cousine du saint-bernard) que lui ont offert les membres du GRAAP pour son départ à la retraite.